L’AG inter-gares de Paris : un pas en avant dans le débordement du cadre de l’intersyndicale, un pas en avant dans la construction d’une grève victorieuse…

Dès 6h du matin sur le piquet de grève

À Paris-Saint-Lazare (PSL), la journée des cheminot·e·s les plus mobilisé·e·s commence très tôt ce lundi 23 avril, comme tous les jours de grève du calendrier de « la perlée ». Dès 6h du matin, les grévistes se retrouvent pour tenir le piquet de grève avec l’objectif d’entraîner dans le mouvement celles et ceux qui ne l’ont pas encore rejoint. Contrairement à la grève de 2014 et à celle de 2016, ils/elles ne rencontrent aucun·e collègue pour défendre la réforme du gouvernement. Tou·te·s affirment soutenir le mouvement et vont prendre leur service la tête basse. Mais une partie des cheminot·e·s, y compris parmi les « mécano » (les conducteurs), hésite encore à entrer dans la grève. Pourquoi ? C’est une des questions que se posent les grévistes pour savoir sur quel point appuyer afin d’entraîner leurs collègues.

L’argument financier

Certain·e·s mettent en avant l’argument financier. Mais celles et ceux qui sont déjà en grève n’ont pas une situation financière plus reluisante. Certain·e·s expliquent même avoir pris un crédit…pour financer leur grève ! Si l’argument du pognon n’est pas négligeable, il n’est donc pas décisif.

Les conséquences véritables du Pacte Ferroviaire

C’est sans doute aussi que les non-encore-grévistes ne mesurent pas clairement les conséquences du Pacte Ferroviaire, embrouillés par la propagande du gouvernement et des médias à sa botte (nous y reviendrons prochainement). Car, sans cela, ils/elles mesureraient qu’ils/elles vont perdre beaucoup plus en ne faisant pas grève et en laissant la réforme passer qu’en s’engageant dans une grève reconductible. Mais ce n’est pas simplement une réflexion spontanée : la justification de la grève perlée contre

la grève reconductible par l'intersyndicale CGT-CFDT-UNSA au nom d'argument financier pèse de façon néfaste dans les têtes. Commencer un mouvement en comptant l'argent que l'on va perdre, c'est implicitement partir battus. Mais à quoi bon faire grève, si on suppose qu'on n'a aucune chance de gagner ?

Est-il possible de vaincre Macron ?

Au fond du problème, il y a la question de savoir s'il est possible d'infliger une défaite à Macron. C'est sans doute le scepticisme à ce sujet qui retient le plus les non-grévistes. Ce qui pèse objectivement en ce sens, c'est le poids des défaites passées, 2016, 2014, 2010, 2007, 2003…, même si à chaque fois les configurations étaient différentes. Mais ce sentiment d'impuissance face à Macron est malheureusement décuplé par la stratégie des directions des fédérations et confédérations syndicales : acceptant le jeu de dupes de concertations, ne construisant pas de plateforme revendicative unificatrice, adoptant une tactique de journée d'action dispersées et sans lendemain, donc sans efficacité : 10 octobre, 22 mars, 19 avril, 22 mai…Quelle orientation et quelles actions peuvent contribuer à lever ces doutes et ouvrir la voie à une grève reconductible massive et durable parmi les cheminot·e·s ?

Une AG des grévistes plus animée qu'à l'accoutumée

Vers 11h00, une petite partie des grévistes se retrouvent en AG, au bout du quai 27. Alors que plus de 60% des mécanos sont en grève, ainsi qu'une partie significative des autres personnels, l'AG ne regroupe qu'une soixantaine de cheminot·e·s, soutenu·e·s par un groupe d'étudiant·e·s venu·e·s de Tolbiac.

Le délégué de la CGT prend la parole pour tenir le même discours creux et sans perspective que lors des précédentes AG : la grève est forte, le gouvernement a peur, il faut tenir dans la durée,… Il est suivi par celui de Sud-Rail qui, tout en rappelant la force de la grève, souligne la nécessité de durcir le mouvement et rappelle la position de Sud-Rail pour la grève reconductible, malheureusement sans faire de proposition concrète pour la construire. Enfin, une déléguée FO lit une déclaration, manifestement envoyée par la direction du syndicat à tous ses délégué·e·s, qui insiste sur l'importance de cette lutte et la nécessité de se battre pour le retrait de la contre-réforme.

L'organisation d'un barbecue samedi matin prochain à La Garenne-Colombes en lieu et place de l'AG habituelle provoque des réactions parmi les cheminot·e·s. L'un d'entre eux prend la parole pour exprimer sa colère. Depuis près d'une semaine, la volonté s'exprime dans l'AG de Saint-Lazare de réunir une AG inter-gares à Paris, la plus massive possible, y compris en la substituant exceptionnellement aux AG de gare ; on leur répond que les AG de gare doivent absolument avoir lieu ; mais pour un barbecue, l'AG de Saint-Lazare n'aura pas lieu samedi. Incompréhensible ! Il poursuit en soulignant que la grève perlée ne fait pas peur à Macron et que continuer comme cela

conduit dans le mur, qu'il faut la reconductible et paralyser la circulation des trains. Il indique qu'une AG inter-gares est prévue dans l'après-midi sur Paris-Nord. Son intervention est chaudement applaudie par l'AG. D'autres interventions vont dans le même sens, même si elles n'ont pas le même panache. Une étudiante de Tolbiac prend la parole pour rappeler le soutien des étudiant·e·s au mouvement et expliquer que, contrairement à ce qui a été dit dans les médias l'intervention des CRS a été brutale, qu'il y a eu des blessés, dont un dont on reste sans nouvelles…

Une action d'envahissement du siège de la direction du Fret-SNCF est annoncée par les délégués Sud-Rail et CGT pour le midi. L'AG se termine avec un seul vote : reconduction pour le lendemain (qui est un jour du calendrier de la grève perlée imposée par l'intersyndicale) ou pas. C'est un vote de pure forme. À tel point que la tribune ne prend même pas la peine de compter les mains qui se lèvent. L'AG est finie, mais les cheminot·e·s restent à discuter, car l'intervention très applaudie du collègue fait parler.

Réussite de l'AG inter-gares de l'après-midi

Un succès indiscutable

A partir de 15h00, les cheminot·e·s de différents centres se retrouvent à Paris-Nord, au bout de la voie 36, du côté du parking. C'est un indéniable succès : bien qu'organisé par en bas, sans appel à y participer de la part d'aucun syndicat de gare, il y a là plus de 120 cheminot·e·s., contre une quarantaine le jeudi 19 avril à Tolbiac : un gros contingent de Saint-Lazare, des mécanos de Mantes et d'Achères, une forte délégation du technicentre Atlantique (ateliers de Châtillon), des collègues du technicentre du Landy, des mécanos de Gare du Nord et des aiguilleurs/euses du Bourget, des cheminot·e·s de gare de l'Est et de Noisy, dont un délégué CGT, une délégation de Juvisy, des cheminot·e·s de gare de l'Est, quelques-un·e·s d'Austerlitz et de gare de Lyon. On y retrouve des syndiqué·e·s Sud-Rail, mais aussi CGT, quelques FO, ainsi que des non-syndiqué·e·s. C'est la plus grosse réunion inter-gares sur Paris depuis très longtemps.

Un point sur l'état de la mobilisation

Un premier tour de paroles est organisé pour faire un point sur la mobilisation. Partout les collègues constatent le maintien d'un taux de grévistes élevé, mais la forte baisse de la participation aux AG. Certain·e·s se plaignent que les AG de leur centre ne sont pas de vraies AG : elles se limitent pour l'essentiel à des prises de paroles de dirigeants syndicaux, sans véritable débat sur la stratégie de la bataille contre le gouvernement et sans vote ayant un réel enjeu en terme de perspectives de mobilisation.

Des arguments pour construire la grève

Ensuite de quoi la discussion s'engage. Tou·te·s les présent·e·s affirment leur détermination. Ils et elles sentent bien qu'il s'agit d'un combat crucial, non seulement pour les cheminot·e·s, mais pour tous les salarié·e·s. Avec le statut des cheminots, c'est une digue que Macron veut faire tomber.

Plusieurs interventions soulignent l'importance de se battre pour le retrait pur et simple du Pacte Ferroviaire et expliquent que cela a été voté sur leur AG.

D'autres prises de parole insistent sur l'importance de combattre pour la démocratie dans les AG : c'est la condition pour qu'elles permettent aux grévistes eux-mêmes/elle--mêmes de contrôler leur mouvement (en décidant des positions, des actions, de la reconduction…), pour qu'elles aient donc de l'intérêt et que les collègues soient motivé·e·s à y participer.

Plusieurs expliquent l'inefficacité de la grève perlée. L'argumentation de l'intersyndicale CGT-CFDT-UNSA pour justifier la grève perlée est paradoxale : faire grève 2 jours tous les 5 jours se justifierait par l'objectif de ne pas épuiser financièrement les grévistes ; dans le même temps, l'intersyndicale parle de poursuivre la grève au-delà de juin. Mais déjà, en un mois, cela fait 12 jours de grève et même plus, vu que la boîte supprime des repos au-delà de six jours de grève. Les responsables syndicaux soulignent que le taux de grévistes se maintient à un haut niveau. Mais alors, cela veut dire qu'il aurait été possible de faire 12 jours de grève reconductible à la suite à un haut niveau de grévistes ! Cela n'aurait pas coûté plus cher aux cheminot·e·s, mais cela aurait été infiniment plus efficaces que ces jours espacés ? !

Avant et pendant l'AG, les collègues du comité de mobilisation de Paris-Est ont fait circuler les tracts simples et percutants qu'ils et elles ont rédigés pour s'adresser aux cheminot·e·s qui ne sont pas encore en grève.

Un bon début, mais il faut encore plus d'audace

Gonflé·e·s à bloc

Cette AG inter-gares est un point d'appui très précieux. Chacun est reparti regonflé·e·s à bloc, avec des arguments et de l'énergie. Preuve que l'AG inter-gares, loin de s'opposer à la construction gare par gare, est un point d'appui pour construire localement.

Mais la prochaine inter-gares repoussée au…jeudi 3 mai !

Mais on peut regretter tout d'abord que la prochaine AG inter-gares n'ait été fixée qu'à jeudi 3 mai, soit dans près de 10 jours…Car repousser aussi loin l'AG inter-gares suivantes, c'est laisser pendant ce temps-là le mouvement aux seuls mains des directions syndicales qui, à ce stade, n'ont pas prouvé leur capacité à lui donner une orientation, des méthodes et un rythme capable de conduire vers la victoire. On peut

aussi regretter que l'AG n'ait pris aucune initiative propre. Certes, pour le lendemain, il y avait déjà un rassemblement convoqué par la CGT place de la Bourse et auquel sans doute pas mal de cheminot·e·s iront — quoiqu'on puisse penser du lieu choisi, alors que le projet émane du gouvernement Macron-Philippe et que c'est lui qu'il faut affronter.

Samedi: l'occasion d'un grand pique-nique et d'une grande AG inter-gares ?

Certes, il y a déjà de la part de nombreuses AG inter-gares des initiatives de pique-nique ou barbecue pour samedi prochain (encore un jour du calendrier de la perlée) : au Parc de la Villette pour Paris-Est, à la Garenne-Colombes pour Saint-Lazare, à Mantes pour Achères et Mantes, etc. Mais l'AG inter-gares aurait pu prendre l'initiative de proposer que demain, dans toutes les AG de gare, il soit proposé de faire un seul et même pique-nique/barbecue de tous les cheminot·e·s de la région parisienne ce samedi. Ne serait-ce pas ainsi l'occasion, en même temps que de rassembler les cheminot·e·s, leur famille, leurs soutiens, dans une ambiance festive et bon enfant, de tenir une AG inter-gares encore plus massive que celle d'aujourd'hui ?

Oser prendre des initiatives

Enfin, on peut se demander s'il ne serait pas utile, dès maintenant, de commencer à publier un matériel propre de l'AG inter-gares, en commençant par des tracts simples et percutant, non pas gare par gare, mais par un collectif qui permettent de montrer aux collègues qu'il est possible de prendre en mains leur propre mouvement, qu'ils/elles ne sont pas isolé·e·s à vouloir la reconductible, que seule cette stratégie peut permettre d'ouvrir une perspective de victoire.

Dans le même temps, il serait légitime demander le soutien des syndicats de gare pour ce travail, en commençant par tous ceux qui se sont déjà prononcés pour le retrait du Pacte Ferroviaire et pour la grève reconductible.

En outre, au vu du bilan de plus de 20 jours de grève perlée, qui n'ont pas fait perdre de sa superbe à Macron, ne serait-il pas temps de demander aux directions syndicales de changer de stratégie et d'engager toutes leurs forces dans la bataille pour entraîner massivement les cheminots dans la grève ?

La responsabilité des confédérations syndicales : ne pas laisser les cheminot·e·s isolé·e·s

Mais l'offensive à laquelle sont confronté·e·s les cheminot·e·s n'est que l'avant-garde de l'offensive préparée par Macron contre toute la classe ouvrière. Derrière le statut des cheminot·e·s, c'est celui de tou·te·s les fonctionnaires qui est en ligne de mire, dans le cadre de CAP 2022. En outre, aujourd'hui même, Jean-Paul Delevoye, haut commissaire à la réforme des retraites, a déjà annoncé le calendrier de la casse des retraites, des

concertations-bidons jusqu'à l'officialisation d'une réforme qui est déjà ficelée par le pouvoir. N'est-il pas évident qu'il ne faut pas que chaque corporation combatte isolément, l'une après l'autre, les attaques du pouvoir capitaliste, mais au contraire que nous l'affrontions tou·te·s ensemble, nous qui sommes des dizaines de millions de travailleurs/ses, capables de bloquer l'économie ?

Mais Les fédérations de cheminot·e·s sont affilié·e·s à des confédérations qui comporte des syndicats de tous les secteurs. Pourquoi ne pourraient-elles pas expliquer aux collègues de tous les secteurs le sort que Macron leur réserve et la nécessité de se mobiliser maintenant ? Ne pourraient-elles pas décider de cesser toute concertation avec ce gouvernement qui veut nous écraser ? Ne devraient-elles pas affirmer qu'elles appelleront tou·te·s les salarié·e·s à entrer en grève reconductible jusqu'au retrait de l'ensemble de ces contre-réformes et projets de contre-réforme : Pacte Ferroviaire, CAP 2022, projet de réformes des retraites ? N'est-ce pas d'ailleurs une des utilités fondamentales des confédérations que de faciliter les convergences de différents secteurs lorsque ceux-ci sont attaquer par un même ennemi ?

Pour infliger une défaite à Macron, il n'y a pas d'autre chemin que de chercher à ouvrir la voie qui conduit vers la grève générale. C'est ce à quoi nous devons nous atteler dans tous les secteurs : cheminot·e·s, étudiant·e·s, personnels des universités, lycéen·ne·s, postier·e·s, enseignant·e·s, dockers, raffineur·e·s, employé·e·s des finances publiques, etc.

Tonio Álvarez, le 24 avril 2018